

**Point de presse du porte-parole -
Paris 2024/Lancement de la
campagne internationale de
promotion - Entretien de M.
Harlem Désir avec M. Mikheil
Janelidze, ministre géorgien des
affaires étrangères - Déplacement
de M. Matthias Fekl en
Seine-Saint-Denis -
Haïti/République
dominicaine/Déplacement de M.
Jean-Marie Le Guen - NU/Journée
internationale de la tolérance zéro à
l'égard des mutilations génitales
féminines - Afghanistan/Avalanche -
NU/Birmanie/Publication d'un
rapport du haut-commissariat aux
droits de l'Homme
(Paris, 06 février 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Paris 2024 - Lancement de la campagne internationale de promotion (Paris, 8 février 2017)

Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, accueillera le 8 février l'équipe du comité de candidature de Paris 2024 (les coprésidents, Tony Estanguet, Bernard Lapasset et Guy Drut, membre du CIO). Aux côtés de Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports, et d'Anne Hidalgo, maire de Paris, ils présenteront aux ambassadeurs des pays représentés en France la candidature de Paris aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Cet événement s'inscrira dans le cadre du lancement de la campagne internationale de la promotion de la candidature de Paris.

Le projet Paris 2024 est une priorité du gouvernement. La France possède une longue tradition d'accueil et d'organisation d'événements sportifs internationaux, ainsi qu'un savoir-faire reconnu. Nous souhaitons accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques, le plus grand événement sportif au monde, qui doit être spectaculaire, festif, populaire, porteur de passion, d'engagement et de sens. C'est la promesse de Paris 2024 et celle de la France.

2 - Géorgie - Entretien de M. Harlem Désir avec M. Mikheil Janelidze, ministre géorgien des affaires étrangères (Paris, 6 février 2017)

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, reçoit aujourd'hui M. Mikheil Janelidze, ministre géorgien des affaires étrangères.

Ils évoqueront notamment les relations entre l'Union européenne et la Géorgie, dans le cadre du partenariat oriental et de l'accord d'association entre ce pays et l'Union européenne, ainsi que la situation régionale dans le Caucase.

3 - Attractivité - Déplacement de M. Matthias Fekl en Seine-Saint-Denis (6 février 2017)

Le secrétaire d'État en charge du commerce extérieur, de la promotion du tourisme, des Français de l'étranger, M. Matthias Fekl est aujourd'hui en déplacement en Seine-Saint-Denis à l'invitation du président du conseil départemental, M. Stéphane Troussel, afin de souligner les atouts et la vitalité de ce territoire et matière économique et touristique.

Autour du «Made in Seine-Saint-Denis», du tourisme d'affaire et l'internationalisation des PME, ils se rendront notamment aux puces de Saint-Ouen, le cinquième site touristique le plus visité en France.

4 - Haïti - République dominicaine - Déplacement de M. Jean-Marie Le Guen (6-9 février 2017)

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, se rendra en Haïti et en République dominicaine du 6 au 9 février.

À Port-au-Prince, il assistera le 7 février à la cérémonie d'investiture du président Jovenel Moïse, avec lequel il s'entretiendra. M. Jean-Marie Le Guen évoquera nos relations bilatérales, nos programmes de coopération et de renforcement de la Francophonie et rappellera le soutien de la France à Haïti.

M. Jean-Marie Le Guen poursuivra son déplacement les 8 et 9 février à Saint-Domingue, où il rencontrera le président Danilo Medina ainsi que plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre des relations extérieures. Il rencontrera la communauté française et échangera avec les principaux acteurs de nos relations bilatérales, engagés dans le développement économique et social du pays.

5 - Nations unies - Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (6 février 2017)

À l'occasion de la journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales

féminines le 6 février, la France appelle la communauté internationale à renforcer son action afin de mettre fin à ces pratiques barbares et à la violation des droits des femmes et des filles. Aujourd'hui encore, plus de 200 millions de femmes vivant dans 30 pays ont été mutilées et on estime que 3 millions de filles, âgées de 15 ans ou moins, y sont soumises chaque année.

La France est mobilisée pour défendre les droits des femmes et des filles, partout dans le monde.

Depuis 2012 et le lancement de l'initiative du G8 en faveur de la santé maternelle et infantile dans les pays concernés, la France appuie également, à travers le fonds français Muskoka, la prévention et la prise en charge des femmes victimes de violences basées sur le genre.

6 - Afghanistan - Avalanche (5 février 2017)

La France a appris avec tristesse la disparition de plusieurs dizaines de personnes lors d'une avalanche qui a touché le 5 février le village de Hafsa (région du Nouristan).

En tout, ce sont près d'une centaine de personnes qui ont péri ces trois derniers jours en Afghanistan suite aux conditions climatiques difficiles.

Dans ces circonstances tragiques, la France exprime ses condoléances aux proches des victimes et assure les autorités et le peuple afghans de sa solidarité.

7 - Nations Unies - Birmanie - Publication d'un rapport du haut-commissariat aux droits de l'Homme (3 février 2017)

Le rapport du haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies sur la situation en Birmanie fait état de très graves violations des droits fondamentaux, en particulier à l'encontre des populations rohingyas de l'Arakan. Ces violences systématiques ont poussé des dizaines de milliers de personnes à fuir le pays.

La France exprime sa préoccupation sur ces exactions inacceptables qui, d'après le rapport, ont été commises par l'armée - meurtres, viols, incendies systématiques de villages. Elle appelle la Birmanie à mettre fin immédiatement à ces violences, à autoriser l'accès humanitaire encore entravé volontairement et à autoriser une enquête indépendante. Les responsables de ces exactions devront répondre de leurs actes devant la justice.

Ce rapport fera l'objet d'un examen au conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Nous travaillons dans cette perspective avec nos partenaires./.